

total. Tout en fustigeant la France, Gbagbo déroule le tapis rouge et signe des contrats du siècle pour Bolloré, Total, Sagem, Bouygues et Vinci. En 2008, il élève Vincent Bolloré au rang de Commandeur de l'ordre national du mérite ivoirien.

Et le cacao dans tout ça ? Depuis 2000, ma tablette de chocolat arme les deux camps. Gbagbo, qui contrôle 90% des plantations, a remplacé la Caistab par une multitude d'institutions opaques, toutes inféodées au régime. Au Nord, les rebelles exportent le cacao au marché noir, essentiellement par le Togo. Comme pour le diamant en Angola, le coltan au Congo, la fève alimente la guerre. Et les paysans trinquent. Sur une tablette à 2 euros, les petits producteurs ne touchent que quelques centimes. Les seigneurs de guerre, quelques dizaines. Le reste, c'est pour Cargill, ADM, Tropicana, Unilever, Cémoi, Nestlé ou encore Bolloré qui contrôle le rail, le port d'Abidjan, et transporte l'essentiel des exportations. Sans oublier la nébuleuse d'holdings et de boursicoteurs en tout genre qui spéculent allègrement sur la crise. Depuis le déclenchement du conflit, les cours du cacao remontent.

La suite, vous la connaissez. Décembre 2010, les élections présidentielles. La Commission Électorale Indépendante, où les rebelles sont surreprésentés, ne trouve pas de consensus. Sous la protection et les encouragements des ambassadeurs français et américains, le président de la CEI annonce la victoire de l'ami Ouattara. Un passage en force aussitôt validé par la France, les États-Unis et l'ONU. Et repris en boucle par TF1, France Info et compagnie. Sur place, un pays au bord de la guerre civile. Deux camps disposant chacun d'une assise populaire et de ressources armées. Tous les ingrédients d'un affrontement dramatique.

À chacune de ces étapes, on retrouve ma tablette de chocolat. Comme le pétrole, l'uranium, le coltan, le cacao est une ressource maudite. Tout au bout de la chaîne, nous, les consommateurs occidentaux, nous alimentons ce système macabre, banalement, sans le savoir, en achetant notre chocolat. Quelle solution ? Arrêter d'en manger ? Ne consommer que du cacao bio et équitable ? Ce serait si simple. L'histoire de la crise ivoirienne, c'est l'histoire du cacao. Mais l'histoire du cacao, c'est avant tout l'histoire de la Françafrique. Le plus grand scandale de la République. Un système politique qui demande avant tout une réponse politique : dénoncer ce que fait l'État et l'armée française en notre nom, soutenir les résistances africaines, s'organiser pour que cela change. Des associations comme Survie, le CADTM et d'autres s'y emploient. Elles ont besoin de notre soutien. Au final, nous mangerons peut-être moins de chocolat. Mais il aura un goût moins amer, je vous le garantie.

Cet article a initialement été publié dans le mensuel Silence en avril 2011, puis revu et corrigé en mai 2011

Pour découvrir Silence : www.revuesilence.net

Retrouvez ce texte et bien d'autres sur www.les-renseignements-generaux.org

Comment j'ai ravagé la Côte d'Ivoire à coups de tablettes de chocolat

La Côte d'Ivoire, on n'y comprend rien. Et puis c'est loin de nous. Rien ne nous relie à ce pays. Une affaire d'africains en somme. Voilà ce à quoi je pensais, hier, en déambulant dans mon supermarché. En prenant machinalement une tablette de chocolat, un détail m'a frappé. La silhouette d'éléphant sur le paquet. L'éléphant, le symbole de la Côte d'Ivoire. Ça m'a fait comme un déclic. Le cacao, le voilà le fil qui nous relie à la crise ivoirienne ! Et si, pour raconter cette crise, on partait de ma tablette de chocolat ? D'une banale tablette de chocolat, comme nous en consommons chacun-e une vingtaine par an en moyenne. Raconter la Côte d'Ivoire, par l'histoire du cacao.

Cette histoire, elle commence avec la colonisation. L'accaparement des richesses africaines. À chaque colonie est assignée une ressource à exporter. Pour la Côte d'Ivoire, ce sera le cacao. Un immense chantier agricole, à la force des baïonnettes. Travaux forcés, déplacement de populations, déforestation. Bientôt les dynasties Nestlé, Suchard, Van Houten, Menier ou Cémoi puisent dans les fèves ivoiriennes. Ma tablette de chocolat apparaît sur les étals. Y'a bon banania aussi.

1960, un siècle plus tard, De Gaulle accorde les indépendances. Changement de cap en Côte d'Ivoire ? La fin du cacao, le développement de cultures vivrières, l'éducation, l'autonomie industrielle, une monnaie africaine, l'émancipation de la tutelle française ? Jacques Foccart, le Richelieu du Général, voit les choses autrement. De sa cellule africaine de l'Élysée, il sélectionne les nouveaux présidents. En Côte d'Ivoire on choisit Houphouët-Boigny. Proche de l'ex administration coloniale, féru de culture française, et surtout, grand producteur de cacao. Le chocolaphile parfait.

Houphouët, c'est bientôt l'élève modèle de la Françafrique. La Côte d'Ivoire reçoit le kit néocolonial complet : Franc CFA, accords militaires avec l'armée française, tapis rouge pour Bouygues, Bolloré et Elf, parti unique, police politique et services secrets encadrés par le SDECE. Et bien sûr, intensification des exportations de cacao. La Côte d'Ivoire se hisse au premier rang, avec plus de la

moitié de la production mondiale. Au centre de la filière règne Houphouët et sa Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Produits Agricoles, la "Caistab". Cet État dans l'État centralise puis exporte 100% des fèves des 5 à 6 millions de petits producteurs ivoiriens. Et au passage, prélève des taxes. Une manne financière pour l'oligarchie en place. Les cours du cacao sont élevés, l'argent coule à flots. Palais présidentiels, villas parisiennes, chantiers pharaoniques, toutes les frasques présidentielles sentent le cacao. La réplique de Saint Pierre de Rome à Yamoussoukro, ses 160 mètres de haut et son milliard de francs, c'est ma tablette de chocolat.

Pendant vingt ans, ce modèle néocolonial tourne à plein régime. Seule ombre au tableau, la contestation. À la fin des années 70, les campus grondent. L'universitaire Laurent Gbagbo est l'une des figures des manifestations étudiantes. Il dénonce l'autocratie d'Houphouët et la domination française. En 1982 il crée un parti clandestin, le Front Populaire Ivoirien. Au fil des luttes, Gbagbo se forge une aura d'opposant historique à Houphouët. Et tisse des liens avec la gauche française. De 1982 à 1988 il s'exile en France. Il se rapproche de certains socialistes dont Guy Labertit, l'un des messieurs Afrique du PS. Si François Mitterrand, vieil ami politique d'Houphouët, ne voit pas Laurent Gbagbo d'un bon œil, ce dernier tisse cependant des liens solides avec Henri Emmanuelli, Roland Dumas ou encore Jean-Christophe Cambadélis. En France, Gbagbo découvre sans doute les plaisirs du chocolat. Car en Côte d'Ivoire, on exporte les fèves, mais on ne les transforme pas. Ma tablette de chocolat, là-bas, est un produit de luxe.

Les années 80, c'est le grand tournant. Surproduction mondiale de cacao, demande stagnante. En quelques années les cours s'effondrent. De 3000 dollars la tonne, la fève dégringole à 1000 dollars. La crise des matières premières touche toute l'Afrique. En Côte d'Ivoire, c'est la banqueroute. La dette explose. Le prix de ma tablette de chocolat, lui, ne bouge pas.

Au Burkina Faso voisin, Thomas Sankara, le che africain, s'appuie sur la crise du coton pour mettre fin aux cultures exportatrices et à son corollaire, la dépendance alimentaire. « Il y en a qui demandent : mais où se trouve l'impérialisme ? Regardez dans vos assiettes. Quand vous mangez les grains de mil, de maïs et de riz importés, c'est ça l'impérialisme, n'allez pas plus loin ! » Le Burkina se lance dans d'immenses chantiers de cultures vivrières, de reforestation et d'autonomisation industrielle. L'aventure dure quatre ans. En 1987 Sankara est assassiné, avec le soutien des réseaux Foccart. La Françafrique reprend ses droits. Et bientôt, le coton OGM envahit le pays.

Houphouët, c'est l'anti-Sankara. Il se tourne vers le FMI et la Banque Mondiale. Les institutions néolibérales acceptent de renflouer les caisses à condition

d'appliquer un Plan d'Ajustement Structurel. En 1990 elles imposent un premier ministre made in USA : Alassane Ouattara. Économiste formé aux États-Unis, ancien directeur Afrique du FMI et futur directeur adjoint, c'est le DSK africain. Un homme qui fréquente la haute société. Son épouse, française, gère les nombreux biens immobiliers d'Houphouët. Le couple Ouattara s'est marié à Neuilly. Sarkozy est un ami de la famille. Premier ministre, Ouattara coupe dans les budgets sociaux et privatise à tour de bras. Un festin pour les multinationales. Et surtout pour les Français. Télécoms, eau, électricité, pétrole, gaz, logistique, fruits tropicaux, secteur bancaire, BTP, ils raflent tout ou presque. Au passage, Ouattara fait emprisonner le contestataire Gbagbo. Et relance les exportations de cacao.

1993, Houphouët meurt. Son dauphin Henri Konan Bédié lui succède. Il poursuit la politique du FMI, l'huile pour éteindre le feu. Le pays s'enfoncé encore davantage dans la crise économique et sociale. Pour se maintenir au pouvoir, Bédié joue la carte ethnique et lance le concept d'ivoirité. Une idéologie xénophobe décrivant une échelle identitaire allant des Ivoiriens « multiséculaires » aux Ivoiriens « de circonstance ». Ouattara, d'origine burkinabé, est évincé du pouvoir. Dans son délire raciste, Bédié stigmatise les populations du Nord, dont les patronymes sonnent guinéens, maliens ou burkinabés. En arrière-fond, on retrouve ma tablette de chocolat : les déplacements de population sous l'ère coloniale pour lancer la filière cacao, puis l'appel d'air de main d'oeuvre dans toute la sous-région sous l'ère Houphouët.

1999, coup d'État militaire. Le chef de la junte, le général Guéï, promet des élections. Elles ont lieu en 2000, mais Guéï manipule la constitution pour disqualifier Bédié et Ouattara. Gbagbo se présente, promet la sécurité sociale, la fin de l'hégémonie française, l'école gratuite pour tous. À la fin du scrutin, les militaires empêchent la proclamation des résultats. Gbagbo prend les devants et s'annonce vainqueur. Bras de fer dans la rue et dans les médias. Gbagbo finit par l'emporter. Un remake de 2010, dix ans plus tôt.

Gbagbo au pouvoir ? Un cauchemar pour Chirac. La Françafrique veut immédiatement remettre en selle Bédié. Mais 2000, c'est la cohabitation. Jospin s'oppose à toute intervention. Ce n'est que partie remise. Dès 2002, la gauche aux oubliettes, une rébellion armée pro-Ouattara éclate au Nord du Pays. En vertu des accords militaires signés sous Houphouët, Gbagbo demande l'aide de la France. Chirac refuse puis déclenche l'opération Licorne : 5000 soldats français coupent le pays en deux et gèlent le front. La diplomatie française décide de maintenir Gbagbo en place, mais sous une épée de Damoclès. La rébellion contrôle le Nord, Gbagbo le Sud. Par les accords de Marcoussis en 2003, puis de Ouagadougou en 2007, la France impose l'entrée des ouattaristes dans le gouvernement. Une stratégie de pompier pyromane dont l'objectif est clair : maintenir les intérêts français. Succès